

Les braises de *Pour*

André LANGE

« Les journaux bourgeois disent plus la vérité que la presse révolutionnaire, même s'ils mentent. Ils mentent moins. Ils mentent plus habilement. Il est quand même terrible de penser que les journaux révolutionnaires ne sont pas supérieurs en vérité aux journaux bourgeois, mais plutôt inférieurs. »

J.-P. SARTRE, 1970.

L'hebdomadaire *Pour* est entré définitivement dans l'histoire de la Belgique le 5 juillet 1981. Commentant l'attentat commis ce jour-là contre l'imprimerie du 22, rue de la Concorde, Philippe Toussaint, chroniqueur judiciaire au *Pourquoi Pas ?*, l'antithèse de *Pour*, écrivait : « La preuve est faite que *Pour* est l'organe de presse le plus important aujourd'hui en Belgique, d'un point de vue démocratique »¹.

L'histoire du pays ne compte que deux précédents de mise à sac de journaux et ces deux précédents sont au nombre des actes fondateurs de l'Etat belge lui-même : le pillage du journal gouvernemental hollandais *Le National*, lors de l'insurrection prolétarienne d'août 1830, trouve sa répétition, sa prolongation, dans la destruction, en 1834, de l'imprimerie du *Lynx*, organe orangiste². Voilà qui donne la mesure de l'événement. Reste à en déterminer le sens, sens encore caché, incertain, mais dont on devine qu'il pourrait devenir aussi important, aussi fondateur, que celui de la mise à sac du *National* par les révolutionnaires d'août 1830.

Pour un historique de « Pour »

Ecrire l'histoire de *Pour* m'est apparu nécessaire pour deux raisons. D'une part, la scission, intervenue en décembre 1980, entre l'hebdomadaire

¹ P. TOUSSAINT, cité in *Pour*, n° 369-370, juillet 1981, p. 16.

² G. THOVERON, *150 ans à la Une*, Crédit communal de Belgique, p. 22, Bruxelles, 1980.

belge de gauche le plus lu en Belgique francophone et l'organisation Pour le Socialisme (P.L.S.) qui avait impulsé en juin 1979 la liste électorale E-NON, récoltant le meilleur score de l'extrême gauche francophone (1,1 %), posait à nouveau le problème théorique et pratique de la presse révolutionnaire. D'autre part, l'attentat du 5 juillet 1981, tout en apparaissant comme une conséquence, même indirecte, de cette scission, nécessitait à mes yeux une lecture de sens plus complexe que celle proposée par *Pour*, en posant en termes théoriques la problématique du processus d'« ingouvernabilisation » auquel la Belgique est à présent confrontée*.

Cet historique semblera, à certains moments, tenir de l'observation microscopique d'un milieu très restreint, très réduit de la société : il s'attarde, en effet, sur les itinéraires d'intellectuels-militants, issus le plus souvent de la nouvelle petite bourgeoisie, et dont les noms sont obscurs. Mais cette histoire est inséparable de l'histoire des contradictions, des perspectives et des impasses des mouvements ouvrier et étudiant de la Belgique francophone depuis la grande grève de l'hiver 60-61. C'est en effet toujours par rapport à ces contradictions que les militants de *Pour* et de Pour le Socialisme ont eu à se situer, qu'ils se sont unis ou qu'ils se sont séparés.

Les enseignements de 1960-1961

Si la grève de 60-61 et la période 61-65, qui en constitue le prolongement et la clôture, nous intéressent du point de vue de l'histoire de la presse du mouvement ouvrier en Belgique, c'est qu'elles conduisent cer-

* Nous préférons le concept « processus d'ingouvernabilisation » à celui d'« état d'ingouvernabilité », récurrent dans le discours de la presse belge. L'analyse de ce processus devrait prendre en considération — théoriquement et concrètement — l'évolution des rapports de forces, des stratégies, des alliances des différentes classes et fractions de classe en Belgique. Le processus est caractérisé par le lent et double bras de fer qui oppose néo-libéralisme et social-démocratie, unitarisme et fédéralisme, tandis que le troisième critère traditionnel de cloisonnement de la société belge, le critère confessionnel, tend à perdre son importance équilibrante, que ce soit dans le monde chrétien ou dans le monde laïc. Ce processus d'ingouvernabilisation rencontre un des besoins du capitalisme monopoliste : la possibilité d'imposer, par une pratique du fait accompli, un redéploiement industriel (biotechnologie, télécommunications...) en l'absence d'une définition publique stable de reconversion économique. Le processus d'ingouvernabilisation (dont l'Italie nous offre le modèle le plus angoissant) produit une série d'effets secondaires, tels que la spéculation terroriste, la structuration de mouvements poujadistes, la crise des organisations révolutionnaires, l'apparition de nouvelles formes de réformismes (écologie politique, radicaux...) adaptées à l'évolution du capitalisme. Dans le cas de la Belgique, l'issue du processus d'ingouvernabilisation reste particulièrement incertaine et pourrait déboucher sur une militarisation de l'Etat.

tains militants à une série de constatations qui vont peser sur les projets de presse apparus dans la période suivante (1965-1973)³ :

1°) Répression de la presse ouvrière et influence idéologique de la presse bourgeoise dans le mouvement ouvrier.

Les moments forts de l'affrontement de 60-61 font apparaître les limites du libéralisme bourgeois en matière de presse : le 24 décembre 1960, une édition spéciale de *La Wallonie*, contenant un appel de l'Action commune aux soldats réquisitionnés, est saisie. Les éditions du *Peuple* et du *Monde du travail* qui avaient reproduit cet appel sont également saisies, tandis que d'autres journaux, et notamment *La Libre Belgique*, qui avaient repris l'appel « à titre d'information », ne sont pas inquiétés⁴. Cette saisie est complétée par des visites domiciliaires et d'autres saisies, notamment au siège de *La Wallonie*, par la confiscation d'exemplaires du *Drapeau Rouge*⁵ et par la suspension de la distribution du *Peuple* dans les casernes⁶. La riposte ouvrière se manifestera sur ce front de la presse par le lancement de pavés dans les vitrines du journal *La Meuse*, journal populaire mais antigreviste hargneux, lors de la manifestation liégeoise du 6 janvier 1961. Une fois la grève terminée, *La Meuse* retrouvera vite son lectorat ouvrier.

2°) Difficulté de maintenir une presse alternative à la presse du P.S.B., comme lieu de rencontre de tendances diverses.

Lancée le 15 septembre 1956, au lendemain de la catastrophe de Marcinelle, *La Gauche* fut, jusqu'en 1961, le lieu de rencontres des tendances les plus critiques de la gauche wallonne : socialistes de gauche (A. Brochard, R. Rifflet, J. Guyaux, E. Glinne, R. Evalenko, G. Cudell), anarcho-syndicalistes dits renardistes (A. Renard, J. Yerna) et trotskystes (E. Mandel). Les divergences apparues pendant le déroulement du mouvement sur une série de points importants (« marche sur Bruxelles », possibilité du débordement des institutions, lancement de mots d'ordre fédéralistes, ...) provoquent le

³ La grande grève continue à être, dans *Pour*, objet de réflexion et moment de référence. Deux séries d'articles y ont été consacrées : la première est parue du 27 avril au 11 mai 1978 (n° 204-205-206), dans le contexte de la « Loi-Dinosaure » du deuxième gouvernement Tindemans; la seconde est parue du 18 décembre 1980 au 29 janvier 1981 (n° 340-346), à un moment où le conflit P.S.-F.G.T.B., qui aboutira au départ de Cools, est à l'ordre du jour.

⁴ Voir R. DEPREZ, *La Grande Grève*, p. 135-136, Fondation J. Jacquemotte, Bruxelles, 1963.

⁵ *Ibid.*, p. 139.

⁶ *Ibid.*, p. 253.

départ de certaines composantes du journal. Dès 1961, André Renard quitte *La Gauche* et fonde *Combat*. Le 27 septembre 1964, le Congrès du P.S.B. prononce l'incompatibilité entre le statut de membre du parti et la fonction de rédacteur à *La Gauche*. Les « socialistes de gauche » quittent le journal, qui reste dès lors l'organe officieux de la tendance trotskyste, officiel de l'U.G.S. et du Parti Wallon des Travailleurs (P.W.T.) à partir de 1968 et de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (L.R.T.) à partir de 1971. Sous la pression des contradictions du mouvement ouvrier, *La Gauche*, qui se voulait lieu de rencontre, a donc échoué dans son objectif et s'est transformé en journal d'organisation, suivant le modèle léniniste classique⁷.

3°) Impossibilité de développer durablement, à l'intérieur du P.S.B., une presse de tendance se démarquant par rapport à la ligne officielle.

Avant d'arriver à établir avec la gauche du parti un rapport de forces suffisant pour trancher sur la question du double statut des collaborateurs socialistes de *La Gauche*, la direction du P.S.B. avait lancé *La Voix socialiste*, perçu par les militants comme le « spécialiste des attitudes anti-parti », une « anti-Gauche », voire un « anti-Combat ». Après la clarification du Congrès de 1964, E. Glinne, qui a choisi de rester au sein du parti, crée, avec d'autres « rebelles » (L. Hurez, F. Terwagne, R. Lallemand, ...), le Centre d'Etudes socialistes, qui publiera, en 1966, quelques exemplaires d'un mensuel : *Tendances*. Ce mouvement de tendance échouera, dès lors que la direction du parti décidera que les thèses de *Tendances* ne seront pas publiées dans la presse officielle du parti⁸. Cette décision est le signe avant-coureur du déclin de la presse socialiste : dès novembre 1968, l'Association des Journalistes socialistes lance un avertissement sur la dépendance trop étroite de la presse par rapport à la direction du parti : « Le temps des éditoriaux-évangiles et des points de vue *ex cathedra* est révolu »⁹. Ces

⁷ Voir G. THOVERON, « Nos hebdomadaires à la petite semaine », in *Socialisme*, p. 229, n° 141, Bruxelles, juin 1977. « Quand Mandel, Yerna, Cudell et Glinne militaient ensemble à *La Gauche* », in *Pour*, n° 346, 29 janvier 1981, ainsi que dans ce numéro les témoignages de J. Yerna et E. Mandel. Sur la conception léniniste-trotskyste de la presse, voir M. WORONTZOFF, *Nom : Lénine. Profession : Journaliste. Lénine et la presse révolutionnaire*, Taupe Rouge, Paris, 1975.

⁸ Voir R. CAMPE, M. DUMON, J.-J. JESPERS, *Radioscopie de la presse belge*, Gérard, Verviers, 1975, p. 101.

⁹ « L'Union de la presse socialiste et son contenu », document des journalistes socialistes, novembre 1968, repris dans *Dossier presse socialiste*, Institut Emile Vandervelde. On regrettera que ce dossier, contribution à un débat venu trop tard, ne fasse pas écho aux cas de *La Gauche* et de *Tendances*.

avertissements répétés en 1974 par la rédaction du *Peuple-Monde du travail*, en 1977 par R. Falony et P. De Swaef, n'empêcheront pas la mort du *Peuple* en décembre 1979¹⁰. A la sclérose de deux décennies semblent enfin répondre des efflorescences tardives et incertaines (*L'Eglantine*, *La Lettre*)...

4°) L'incapacité pour la presse du P.C.B. d'affronter le débat sur l'éclatement du mouvement communiste international.

La presse communiste souffrait à l'époque de la même faiblesse que la presse socialiste : sa dépendance trop étroite par rapport à la direction du parti. En 1928, la scission entre staliniens et trotskystes avait déjà affaibli terriblement le *Drapeau Rouge*, qui avait dû passer de la parution quotidienne à l'hebdomadaire. Le même phénomène se reproduira après l'exclusion, en 1963, de la tendance maoïste (J. Grippa), suivie d'une grève opposant la rédaction à la direction¹¹.

Aux origines du mensuel Le Point : la pensée sartrienne

Ce n'est pas au sein des organisations ouvrières que va se développer, à l'époque, un débat suffisamment riche pour permettre l'élaboration d'une nouvelle théorie de la presse qui soit susceptible d'engendrer un renouveau de la presse ouvrière et de répondre aux défis lancés par la presse dite d'« information » et la télévision. C'est un moment intellectuel, la greffe réussie de la pensée sartrienne sur les traditions libres-exaministes des cercles de l'U.L.B., qui va permettre, en 1965, la conception d'un mensuel de relance, *Le Point*, ancêtre de *Pour*.

Il n'est pas question de faire ici une analyse du contenu de l'œuvre journalistique de Jean-Paul Sartre, cette œuvre ouverte par une proposition méthodologique, le « Je ne raconte que ce que j'ai vu. Ce que tout promeneur a pu voir comme moi », qui introduit la série d'articles sur la libération de Paris, parue dans le *Combat* de Camus¹². Nous nous conten-

¹⁰ « Ceux qui écrivent ce journal à ceux qui le lisent », in *Le Peuple*, 20 août 1974; R. FALONY, « La crise de la presse socialiste », in *Socialisme*, n° 125, octobre 1974; R. FALONY, « Quelle presse voulons-nous ? », in *Socialisme*, n° 141, juin 1977; P. DE SWAEF, « Pour un véritable journal d'opinion », in *Socialisme*, n° 141, juin 1977. Ces textes ont été republiés dans le *Dossier* de l'I.E.V. — Le texte de Falony de 1977 nous intéresse particulièrement pour le débat théorique dans la mesure où il se réfère à un texte de F. ENGELS sur la nécessité, affirmée par lui et K. MARX, de l'indépendance de la presse par rapport au Parti ouvrier. Voir *infra*, note 74.

¹¹ J.-M. CHAUVRIER, *Gauchisme et nouvelle gauche en Belgique*, C.H. C.R.I.S.P., n° 500-504, 1973.

terons d'une rapide étude des étapes de la pensée de Sartre sur la conception et le rôle de la presse.

L'exigence du travail journalistique, comme tâche de l'intellectuel engagé dépassant le rôle de promeneur dans l'Histoire, est implicite dans les conclusions de *Qu'est-ce que la littérature ?* (1947). Elle sera précisée le 18 octobre 1947 dans l'interview accordée à Louis Pauwels, à la veille de la chronique radiophonique des *Temps modernes*. Sartre y déclarait que les écrivains engagés devaient « aller de l'écriture à ces arts-relais que sont le cinéma et la radio », moyens d'expression qui n'exigent pas forcément la vulgarisation¹³.

Reportages sur les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Chine, Cuba, émissions radiophoniques et télévisées « interdites ou supprimées », interviews, manifestes, déclaration de soutien aux journalistes licenciés¹⁴, l'œuvre journalistique de Sartre est inséparable de son évolution philosophique et surtout politique, dont elle forme l'essentiel du corpus¹⁵.

Villipendé par la presse réactionnaire, censuré par les pouvoirs de la IV^e et de la V^e République, interpellé pour la vente sur les trottoirs de Paris de la *Cause du Peuple*, condamné en justice sur plainte de *Minute*, directeur de la *Cause du Peuple*, de *Tout*, de la *Parole au Peuple*, de *Révolution !*, promoteur de *Libération*, Sartre sera, tout au long de sa carrière, et particulièrement au début des années 70, un homme de presse. Son œuvre littéraire même est hantée par la presse : le Garcin de *Huis Clos* se définit comme « publiciste et homme de lettres », *Nekrassov* est une satire de la presse anticommuniste...

Mais ce que nous retiendrons comme apport théorique de Sartre à la pratique journalistique, outre sa réflexion philosophique sur l'événement¹⁶ et son exigence éthique de radicalisme et de vérité, consiste en trois points :

¹² J.-P. SARTRE, « Un promeneur dans Paris insurgé », sept articles dans *Combat*, du 28 août au 4 septembre 1944.

¹³ J.-P. SARTRE, *Qu'est-ce que la littérature ?*, Gallimard, Paris, 1947; J.-P. SARTRE, « Interview par L. Pauwels », *Combat*, 18 octobre 1947.

¹⁴ Notamment à des journalistes licenciés de l'O.R.T.F. (*Le Fait public*, n° 3, février 1969) et à P. Simonnot, licencié du *Monde* (Préface à P. SIMONNOT, *Le Monde et le pouvoir*, Editions France Sauvage, Paris, 1974).

¹⁵ Pour la bibliographie des écrits journalistiques de Sartre, on se reportera à M. CONTAT et M. RYBALKA, *Les écrits de Sartre*, Gallimard, 1970; *The Writings of Jean-Paul Sartre*, Northwestern University Press, 1973 et « Les écrits de Sartre (1973-1978) », in *Revue Obliques*, n° spécial Sartre, p. 335-344, Paris, 1979.

¹⁶ Notamment dans « La grande morale » (1947), publié in *Obliques*, 1979, p. 249-262.

la critique de l'a-priorisme de la conceptualisation marxiste dans la presse révolutionnaire des années 50, la théorisation d'une presse de mobilisation socialiste, au moment du lancement du *Nouvel Observateur*, et la théorisation de la presse populaire et révolutionnaire de l'après-mai 68.

Question de méthode : *la nouvelle et le concept*

Dans la critique de l'a-priorisme des marxistes dominants à la fin des années 50 auquel Sartre se livre dans *Question de méthode*, la nouvelle joue un rôle prépondérant :

« Pendant des années, l'intellectuel marxiste crut qu'il servait son parti en violant l'expérience, en négligeant les détails gênants, en simplifiant grossièrement les données et surtout en conceptualisant l'événement *avant* de l'avoir étudié. Et je ne veux pas seulement parler des communistes mais de tous les autres — sympathisants, trotskystes ou trotskysants — car ils ont été *faits* par leur sympathie pour le P.C. ou par leur opposition. Le 4 novembre, au moment de la seconde intervention soviétique en Hongrie et sans disposer encore d'aucun renseignement sur la situation, le parti de chaque groupe était pris : il s'agissait d'une agression de la bureaucratie contre la démocratie des Conseils ouvriers, d'une révolte des masses contre le système bureaucratique ou d'une tentation contre-révolutionnaire que la modération soviétique avait su réprimer. Plus tard, on eut des nouvelles, beaucoup de nouvelles : mais je n'ai pas entendu dire qu'un seul marxiste eût changé d'avis »¹⁷.

On pourrait penser que cette critique est une simple régression vers le positivisme et les vieilles méthodes de la critique historique contre la totalité marxiste. Il n'en est rien : Sartre s'en réfère aux travaux journalistiques du jeune Marx, les articles de la *Neue Rheinische Zeitung* sur la révolution de 1848, pour démontrer qu'en aucun cas chez Marx la mise en perspective théorique « ne prétend empêcher ou rendre inutile l'appréciation du processus comme totalité *singulière* »¹⁸. Vingt ans plus tard, c'est par un retour aux mêmes textes journalistiques du jeune Marx qu'un chercheur vietnamien, Trinh Van Thao, effectuera sa rupture théorique avec l'« illusion théoricienne » du marxisme selon L. Althusser¹⁹...

¹⁷ J.-P. SARTRE, « Question de méthode », p. 26 (1957), in *Critique de la raison dialectique*, Gallimard, 1960.

¹⁸ *Ibid.*, p. 27.

¹⁹ TRINH VAN THAO, *Marx, Engels et le journalisme révolutionnaire*, 2 vol., Editions Anthropos, 1978-1979.

Le Nouvel Observateur, *journal de mobilisation*

Lorsque paraît le premier numéro du *Nouvel Observateur*, le 19 novembre 1964, Sartre n'est pas seulement un personnage de couverture. C'est lui qui définit le mieux les objectifs du nouveau périodique, dans une époque caractérisée par la soi-disant « dépolitisation des jeunes », « résultat d'une lutte que mènent l'Etat, la grande industrie et le commerce avec leurs appareils de propagande et de diffusion », et la personnalisation du débat politique dans le couple de Gaulle/Deferre²⁰ :

« C'est sur ce terrain qu'une presse de gauche pourrait jouer un rôle important. L'un des principaux facteurs de dépolitisation, c'est le sentiment d'impuissance et d'isolement. Il y a en France des centaines de milliers d'hommes, notamment en province, qui se sentent perdus parce qu'ils ne trouvent aucun écho, dans leur milieu, à leur révolte contre le régime. Ce sont ceux-là qu'il faut regrouper et qu'il faut aider en leur fournissant les explications et les arguments qu'ils ne trouvent pas toujours seuls. [...] L'important n'est pas de leur imposer une idéologie, mais de les mobiliser. On n'y arrivera pas en se contentant de les "informer". Le piège le plus dangereux est celui de l'objectivisme. Examiner un problème sans indiquer la direction dans laquelle on pourrait le résoudre, c'est encore contribuer à la démobilisation. L'information doit s'ouvrir sur l'action. La gauche s'appelait autrefois "le parti du mouvement", non le "parti de l'analyse". »

Sartre à Bruxelles. Naissance du Point

Délaissions un instant l'évolution journaliste de Sartre pour revenir à l'univers théorique de la gauche belge après 60-61, et à l'apparition que Sartre va faire dans cet univers. P. Verstraeten et R. Lallemand ont raconté comment ils avaient introduit la pensée sartrienne « comme par effraction », à la fin des années 50, dans le cadre des conférences du Cercle du Libre Examen de l'U.L.B.²¹ L'influence de Sartre en matière de presse

²⁰ « L'alibi », interview in *Nouvel Observateur*, n° 1, repris in *Situations VIII*, p. 127-145, Gallimard, Paris, 1972. Voir J. DANIEL, *Le temps qui reste*, p. 221 et ss., Stock, Livre de Poche, 1973 : « Quand cesserons-nous enfin de maintenir figée une méthode marxiste que Marx lui-même n'aurait pas hésité à élargir, approfondir, adapter ? »

²¹ « Un homme introduit comme par effraction », interview de P. Verstraeten et R. Lallemand par E. Marchal, in *Papyrus*, n° spécial Sartre, juin 1980. Sartre donnera quatre conférences à Bruxelles : en avril 1958, à propos de *Question de méthode*; en mars 1962 sur l'indépendance de l'Algérie; en décembre 1967 à l'occasion du Tribunal Russell et en mars 1972 sur la Justice et l'Etat.

apparaîtra en 1965 lorsque J.-Cl. Garot, qui avait collaboré avec R. Lallemand à l'éphémère *Tendances* socialiste, lancera *Le Point*, dont le modèle plus ou moins avoué sera le tout jeune *Nouvel Observateur*²². L'objectif politique est le même : lutter contre la dépolitisation de la jeunesse, ce que symbolise le lieu et la date même du lancement : la Saint-Verhaegen du 20 novembre 1964. Destiné surtout à un public étudiant, *Le Point* s'affirme comme résolument intellectuel, s'intéresse aux questions étudiantes (syndicalisme étudiant, lutte linguistique à Louvain, ...), mais aussi à la politique internationale (interview de Mendès-France) et à l'art moderne (critiques artistiques par B. Claessens, H. Trinon...). Pour le numéro 7 (janvier 1967), Jean-Claude Garot et P. Berckmans obtiennent de Sartre la reproduction du texte d'une conférence, *Mythe et réalité du théâtre*, prononcée à Berlin en novembre 1966²³.

La période de publication du *Point* (1965-1969), dont on peut dire qu'il fonctionne principalement comme organe de popularisation des thèses des *Temps modernes*, est celle de la grande crise d'identification des intellectuels, qui a pour sommet symbolique Mai-68. *Le Point* consacrera au débat sur les intellectuels différents articles, dont l'intervention de Sartre, « Théoricien en Bolivie ! », au meeting du 30 mai 1967 pour Régis Debray (numéro 10, juillet 1967) et surtout une longue interview de Sartre par J.-Cl. Garot : « L'intellectuel face à la révolution » qui, bien que reprenant essentiellement des thèses déjà exprimées dans les conférences de Tokyo en 1965²⁴, présente l'intérêt d'être la dernière exposition théorique de Sartre avant la remise en question de l'« intellectuel classique », successive aux événements de mai. En mai-juin 1968, *Les Temps modernes* reprendront comme éditorial, fait inédit dans l'histoire de la revue, l'éditorial du n° 16 du *Point*, écrit par P. Verstraeten. *Le Point* obtenait ainsi une position privilégiée, quasi centrale, dans le débat de mai. Il n'allait cependant pas manquer d'éclater par les contradictions qu'il recelait et que les événements allaient porter à maturation.

²² Sur l'histoire du *Point*, voir : C. VANDERWINNEN, *Structures, réalisations et projet d'un hebdomadaire belge élaboré par un groupe de militants marxistes : Pour, un journal libre au service des luttes*, Mémoires de licence en journalisme, U.L.B., Bruxelles, 1974-1975, p. 9-19; « Le Point », in *Pour*, n° 121, 15 septembre 1976; J.-Cl. GAROT, « Lucide, critique, généreux », in *Papyrus*, n° spécial Sartre, juin 1980.

²³ Voir M. CONTAT et M. RYBALKA, *Écrits de Sartre*, t. I, p. 438-439.

²⁴ J.-P. SARTRE, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Idées-Gallimard, 1972, également publié dans *Situations VIII*, p. 371-455. L'interview Sartre/Garot sera traduite en plusieurs langues et les droits d'auteurs servirent au financement de *Pour*.

Les contradictions du Point

La première de ces contradictions consistait dans les aléas du financement publicitaire d'un périodique critique : lors de la guerre des Six-Jours (juin 1967), *Le Point*, qui s'affichait tiers-mondiste, prit une position pro-palestinienne. Le milieu sioniste belge réagit et obtint le retrait immédiat de la publicité de certaines firmes (Sabena, Honda, Laurens, ...) qui finançaient le journal. *Le Point* survécut à cette contradiction en développant la diffusion et en commençant à prendre en charge une partie de sa production matérielle, grâce à une technique qui venait de débarquer sur le vieux continent : la photocomposition. Cette nouvelle technique n'allait d'ailleurs pas seulement permettre une baisse des coûts de production, elle allait, à terme, bouleverser les rapports sociaux de production dans la presse d'extrême gauche, en modifiant le triangle auteur-texte-compositeur.

Une autre phase de la production échappait cependant toujours aux réalisateurs du *Point* : l'impression, seconde faiblesse, seconde contradiction. En 1968, *Le Point* critique la firme Clayson, filiale belge d'une multinationale américaine, pour avoir rompu, sous la pression du gouvernement américain, un contrat de vente de moissonneuses-batteuses pour Cuba, tout en licenciant trois cents ouvriers belges. La riposte est immédiate : Clayson obtient des imprimeurs belges le boycott de l'impression et *Le Point* sera contraint, pour un temps, de se faire imprimer en France.

Début 69, *Le Point* lance une édition « belge internationale », destinée à 80 % à la France, mais les deux premiers numéros furent saisis à la frontière française, puis le mensuel fut interdit sur le territoire français par arrêté ministériel du 24 avril 1969. *Le Point* déplaça alors son bureau principal à Paris, lança une édition française en juin 1969, mais en décembre 69, le ministre Marcellin, après la parution de quatre numéros, interdit à nouveau le journal comme étant d'« inspiration étrangère », triste paradoxe pour un journal né sous l'influence d'un maître français²⁵ !

Censure publicitaire, censure d'imprimeur, censure d'Etat ne furent pas les seules raisons qui allaient conduire à la mort du *Point* franco-belge. L'après-mai 68 se caractérise par une période de reflux de la mobilisation et, dans le domaine de la presse, par une riche période de tâtonnements, qui voit se multiplier les projets de publications : *Action*, *Tout*, *L'Idiot international*, *J'accuse*, *La Cause du Peuple*, *Actuel*, ... Ce n'est qu'aux alen-

²⁵ Sur les déboires du *Point* avec la censure de Marcellin, voir les articles parus dans *Le Monde*, 7 février 1969, 30 avril 1969, 1^{er}-2 juin 1969, 7-8 décembre 1969.

tours de 1971-1972 que les projets politiques et théoriques les plus solides s'affirmeront et que le quotidien *Libération* émergera...²⁶

Le Point n'échappe pas à cette « crise du reflux », et la rédaction se divise sur deux projets distincts : celui de poursuivre la publication d'un périodique de qualité, en continuant à se référer à un public d'étudiants engagés, et celui, proposé par J.-Cl. Garot, d'une publication autoproduite s'adressant au public populaire. Cette seconde option va se concrétiser dans la seconde formule du *Point*, dont les deux caractéristiques principales seront l'autoproduction et la distribution en toutes-boîtes.

Vers le projet Pour

L'autoproduction sera rendue possible par la création, en février 1970, de la Société Offpress, société anonyme dont les principaux actionnaires seront J.-Cl. Garot et ses proches (A. Hauben, Jeannine Garot, G. Vandeborne, M. Appelmans) et qui reçoit l'aide financière de sympathisants qui concèdent des prêts importants. Offpress fait l'acquisition de rotatives et lance, en août 1970, la seconde formule du *Point*. Il s'agit cette fois d'un « journal de masse » dont le tirage variera entre 150 et 325.000 exemplaires, distribués gratuitement en toutes-boîtes. La « ligne politique » est brièvement définie dans l'éditorial du numéro 1 : « Nous ne voulons rien imposer, nous ne sommes pas candidats à de quelconques élections, nous n'avons pas d'intérêts économiques à défendre, nous ne défendons ni une chapelle ni un parti politique, nous voulons travailler avec la population pour qu'elle s'exprime et cherche des solutions à ses problèmes »²⁷. Projet politique très flou dans sa présentation, mais dans lequel un point de référence théorique persiste : Sartre, dont le numéro 5 (décembre 1970) publie « le Réquisitoire au tribunal d'Unité populaire de Lens », sur les accidents du travail. D'août 1970 à fin 1971, neuf numéros seront distribués à Bruxelles ou à Liège, mais le projet sera interrompu rapidement pour diverses raisons : manque d'efficacité et de rentabilité, dilettantisme des militants, financement insuffisant, manque de cohésion politique... Les premières limites du projet qui consiste à susciter l'expression populaire commencent à faire problème lorsque apparaissent, dans le *Courrier des lec-*

²⁶ Pour un bilan, voir C. BORIS, *Les tigres de papier*, p. 211-311, Seuil, 1975 et F.M. SAMUELSON, *Il était une fois Libé...*, p. 75-92, Seuil, 1979; J.-P. BARROU, *Luttes actuelles de la liberté de la presse à la presse de la liberté*, Editions La Taupe, Bruxelles, 1970, et *Les Années Libé*, numéro hors série de *Libération*, mars 1981.

²⁷ Editorial du *Point*, n° 1, août 1970.

*teurs*²⁸, des lettres aux accents poujadistes²⁹.

L'année 1972 est consacrée au renflouage d'Offpress par des impressions de labeur (feuilles publicitaires, ...) et à la préparation théorique du lancement d'un nouveau périodique. *Pour*, « le journal au service des luttes », sera présenté en février 1973, dans le manifeste-numéro 0³⁰.

Les références théoriques de Pour : Sartre et Gorz occultés

Présentant un an de réalisation de *Pour* dans la revue *Contradictions*, les réalisateurs du projet écrivaient³¹ :

« En voulant communiquer pour la première fois notre projet, notre expérience de vie et de lutte dans une revue, nous avons été tentés d'intellectualiser notre expérience, notre pratique sociale et d'écrire un texte sur notre ligne politique, sur notre idéologie, qui n'aurait été compris que par la minorité "des gens qui savent". Nous allions produire un texte qui était la négation de toute notre pratique, de tout ce que l'on voulait expliquer de notre combat. »

Ce refus d'intellectualiser le débat — tout en affirmant la prétention théorique —, qui fait partie du discours dominant à *Pour*, me paraît devoir être rompu non seulement pour les nécessités de l'historiographie, mais aussi pour l'affirmation théorique de la thèse selon laquelle certaines références idéologiques, présentées comme des valeurs immuables, sont en

²⁸ Le problème se posera également en France, notamment au moment de l'affaire de Bruay-en-Artois : Philippe GAVI, dans les *Temps modernes*, reprochera aux maos de croire que la classe ouvrière est exempte et purifiée du poids de l'idéologie bourgeoise : « La domination de classe se prolonge par une domination idéologique qui conditionne l'imagination ouvrière » (in *Temps modernes*, juillet-août 1972).

²⁹ Une troisième formule du *Point* verra le jour en France en 1972-1973 et comptera seize numéros. Elle fut lancée en collaboration avec *Politique-hebdo* à l'occasion de la bataille juridique entamée contre le groupe Hachette qui avait récupéré le titre pour un nouveau news-magazine.

³⁰ Dans l'historique de *Pour* publié en mars 1981 pour expliquer le point de vue du journal sur la scission *Pour/P.L.S.*, la dissolution de la S.C. Les Editions sauvages, qui éditait le *Point*-deuxième formule, est présentée comme immédiatement consécutive à la mort du *Point*. Or, les quarante-trois premiers numéros de *Pour* seront publiés par les Editions sauvages; l'A.S.B.L. « Pour écrire la Liberté » apparaît en octobre 1974 (n° 44). Faut-il admettre, avec J.-P. GRÉTRY (« Tribulations d'un hebdomadaire d'extrême gauche », in *Prendre parti*, organe du P.O.C., janvier 1981), que les mystères autour de la dissolution de la S.C. Les Editions sauvages cachent le déplacement du capital de *Le Point* vers *Pour*, pour masquer l'appropriation de J.-Cl. Garot sur le journal ? Selon J.-Cl. Garot, il s'agit là de pure calomnie.

³¹ POUR, « Pour écrire la Liberté », in *Contradictions*, p. 181, n° 6, juillet 1974.

fait des cristallisations idéologiques datées. Il importe donc de restituer les références intellectuelles qui furent celles de *Pour* en ce début des années 70 pour en évaluer la productivité théorique et pratique.

Le noyau théorique sur lequel *Pour* a vécu de 1973 à 1977 se résume en trois principes : autonomie de la production, non-reproduction de la division des tâches intellectuelles et manuelles, utilisation privilégiée « de la langue de tous les jours »³².

Si le premier de ces principes est une des conclusions tirées de l'expérience *Le Point*, les deux autres apparaissent comme une reprise — finalement très intellectuelle — de la pensée de Sartre et de A. Gorz aux alentours de 1970-1972. C'est à cette époque que Sartre a en effet théorisé le plus sur la signification de Mai-68 du point de vue de la situation de l'intellectuel, de son rôle et de son rapport à la classe ouvrière³³. C'est à cette époque qu'apparaît le plus clairement la rupture entre la conception de l'intellectuel traditionnel et celle du « nouvel intellectuel », l'« ami du peuple », l'« intellectuel concret ». Dépasant le stade de la « conscience malheureuse » (conscience de la détention d'un savoir universel finalisée pour des applications singulières, conjoncturelles et socialement situées), le « nouvel intellectuel » doit « apprendre à comprendre l'universel qui est désiré par les masses, dans la réalité, dans le moment, dans l'immédiat »³⁴.

Cet intellectuel concret conçoit une nouvelle critique de la presse bourgeoise, critique non plus tant des contenus que du langage lui-même par lequel s'expriment ces contenus³⁵ :

« La bourgeoisie est élitiste : elle comprend que les masses délèguent leurs pouvoirs à une élite. Elite politique, élite journalistique. Elle admet donc que des rédacteurs qualifiés parlent *des masses* ou, à la rigueur, *pour les masses*. Mais ils doivent en parler dans un *langage bourgeois* avec les types de raisonnement admis dans la bourgeoisie : *L'Humanité* ne fait pas exception à la règle. Dans certains journaux

³² C. BLAISE, dans *L'hebdomadaire Pour : synthèse ou équilibre entre une ligne de masse et une ligne politique ?* (p. 142-145), Mémoire de licence en Information et Arts de Diffusion, Université de Liège, 1980, a recensé une soixantaine de textes de *Pour* sur lui-même.

³³ Pour une bonne synthèse de l'évolution de la pensée sartrienne sur les intellectuels, voir P. AUBERT, « La fin des intellectuels ou le désir de totalité », in *Obliques*, op. cit., p. 301-305.

³⁴ « L'Ami du peuple », interview par J.E. HALLIER et P. SAVIGNAT, in *L'Idiot international*, octobre 1970; reproduit in *Situations VIII*, p. 456-476.

³⁵ « Justice et Etat », conférence donnée le 25 février 1972 à l'invitation du Jeune Batreau de Bruxelles, repris in *Situations X*, Gallimard, p. 48-74, Paris, 1976.

de gauche, les rédacteurs sont *sortis* du peuple. Mais précisément, ils en sont sortis. Il peut y avoir des contestations, mais le ton est modéré et de ce fait les contestataires de la presse sont récupérés : ils sont révisionnistes même s'ils ne le veulent pas, parce que, s'ils se font les avocats des masses, ils ne ressentent point ou plus dans leur personne la lassitude, les colères et les besoins des hommes dont ils parlent. Ils peuvent parler *de* ces besoins, mais ils en font des objets statistiques, des quantités qu'on peut envisager de faire décroître dans une mesure raisonnable, c'est-à-dire compatible avec le profit. »

A ce type de journalisme réformiste ou révisionniste, dont le *Nouvel Observateur* était devenu le prototype, il fallait substituer un journalisme parlant le langage des masses, un journalisme « donnant la parole au peuple » :

« Je pense qu'un journal d'aujourd'hui, créé pour les masses, devrait comprendre une certaine proportion d'intellectuels et une certaine proportion d'ouvriers, et que les articles devraient être écrits non par les intellectuels, non par les ouvriers, mais ensemble. Les ouvriers expliquent ce qu'ils font, ce qu'ils sont et les intellectuels sont là à la fois pour comprendre, pour apprendre et en même temps pour donner à la chose par moment un certain type de généralité »³⁶.

Le troisième principe théorique (la non-division des tâches entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels), si on la trouve également formulée par endroits chez le Sartre de cette période, est essentiellement théorisée par un autre collaborateur des *Temps modernes*, André Gorz, qui publie, en 1973, son recueil *Critique de la division du travail*³⁷. Dans cet ouvrage, lui-même fortement influencé par les analyses du *Manifesto*, scission du P.C.I., Gorz remet à l'ordre du jour les analyses de Marx qui avaient été escamotées par les P.C. occidentaux : « La division capitaliste du travail est la source de tous les maux »³⁸. Lorsque Garot cherchera un parrainage — aussi financier qu'intellectuel — pour le projet *Pour*, c'est vers Gorz qu'il se tournera en premier³⁹.

³⁶ « L'Ami du peuple », op. cit.

³⁷ A. GORZ, *Critique de la division du travail*, Seuil, 1973.

³⁸ Op. cit.

³⁹ J.-Cl. GAROT, « Lucide, généreux, critique, ... », in *Papyrus*, op. cit. Le lien originel entre Gorz et *Pour* n'empêchera cependant pas *Pour* de critiquer, de manière assez simpliste, un ouvrage ultérieur de GORZ/BOSQUET, *Ecologie et politique* : « Allons, Monsieur Bosquet, soyons francs. En faisant croire que le capitalisme est moribond, ça évite surtout de donner envie aux gens de travailler à le détruire... et ainsi on ne risque

Si Sartre et Gorz constitueront pour l'équipe initiale de *Pour* la médiation théorique avec le marxisme, cela ne signifie cependant pas que le développement du projet se fera dans un complet mimétisme des analyses des maîtres à penser parisiens. L'ancrage dans la société belge va au contraire les en éloigner...

Où Gramsci évince Sartre

L'objectif initial de *Pour* était, à l'instar de Sartre et des maos français, de « donner la parole au peuple ». Les deux premiers numéros (mars 1973) chercheront à rencontrer cette parole en abordant deux thèmes (accidents du travail et maladies professionnelles, navettage⁴⁰) qui permettent de juxtaposer discours du vécu (témoignages) et analyse théorique (introduction pédagogique de principes marxistes, tableaux statistiques...). Cette formule de « dossiers » fut cependant rapidement abandonnée au profit de reportages visant à couvrir les luttes en cours et « à se mettre à leur service » : le numéro 3 (avril 1973) popularise la lutte qui oppose les occupants d'une cantine immigrée à Strépy-Bracquegnies au bourgmestre Hurez; le numéro 4 s'insère dans la lutte des agriculteurs de Marche-en-Famenne contre les projets d'implantation du camp militaire. La grève des dockers d'Anvers, opposant cette fois base ouvrière et direction syndicale, va constituer l'occasion de la première scission dans l'équipe de *Pour* entre « basistes » et « politiques ». Les basistes souhaitent que le journal s'en tienne à la récolte et à la reproduction du discours des dockers en lutte, tandis que les politiques veulent aller plus loin, en proposant un début d'analyse : la trahison systématique de la classe ouvrière par les leaders réformistes, illustrée par des exemples tirés de la lutte des dockers mais aussi de luttes précédentes, comme la grève des mineurs du Limbourg. La tendance politique — qui tire sa force de la référence à l'*expérience acquise* — l'emporte, les basistes quittent *Pour*, et c'est à ce moment que, pour la première fois, on évoque la création d'une organisation⁴¹.

pas de se fâcher avec son rédacteur en chef. » (*Pour*, n° 100, 23 mars 1976). M. JACMAIN, dans le premier numéro de *C'est possible* (février 1981), opposera le Gorz de 1973 au Gorz de 1980, laissant entendre que *Pour* aurait bien pu faire, en même temps que Gorz, ses adieux au prolétariat... (Pour l'analyse des positions de Gorz en 1981, voir le texte d'E. LEGRAIN dans le n° 7-8 de *Critique Politique*).

⁴⁰ *Le Petit Robert*, édition 1977, renseigne *navetteur* comme un belgicisme. Au fond, *Pour* saisissait — à travers le langage — une caractéristique locale de la condition de la classe ouvrière.

⁴¹ Cette scission sera évoquée beaucoup plus tard (n° 200, p. 14, 30 mars 1978).

La ligne politique de *Pour* à cette époque reste cependant assez floue, assez grossière, et si la conjoncture est décrite, à l'occasion de l'affaire Baudrin, comme celle de la « montée de l'Etat fort » (numéro 14, 27 novembre 1973), l'analyse de la structuration du bloc politique au pouvoir, de ses contradictions et de ses tendances, reste très sommaire. Le P.S.B. est bien plus souvent visé que les autres composantes du gouvernement Leburton. Cette incapacité (ou ce refus ?) de rendre compte avec rigueur de la « politique politicienne » est particulièrement évidente pendant la période électorale de février-mars 1974, directement liée à l'irruption de la crise du pétrole (affaire Ibramco). Durant cette période, *Pour*, dédaignant toute analyse électorale, s'occupe beaucoup plus de questions d'ordre idéologique (émissions d'accès à la R.T.B.F., reproduction sociale à travers le système scolaire, culture populaire, para-littérature, vidéo...). La gravité de la crise de l'économie occidentale (crise monétaire, puis crise pétrolière) n'est pas encore bien perçue et le chômage est encore analysé en termes de « supercherie patronale »⁴².

Il faut attendre novembre 1974 (numéros 46 et 48) pour que soit analysé le rôle des multinationales dans le processus inflatoire et dans la création du chômage. Dès lors, une ligne politique tend à se dessiner : attaques contre le gouvernement Van den Boeynants-De Clercq; critique ironique du tournant doctrinal du P.S. (numéro 47, novembre 1974) auquel est opposé le principe d'autonomie des luttes (numéros 43-44, octobre-novembre 1974); la constitution du Comité ouvrier dans le Brabant wallon (numéro 41, juin 1974); les grèves à la F.N. et à Cockerill; les occupations d'usines (Glaverbel) et les tentatives d'autogestion sur le terrain (Marchand, Bouffioulx, Val-Saint-Lambert). Cependant, cette ligne se dilue dans le courant de l'année 1975 (numéros 61-80), qui se caractérise par une grande dispersion, où la couverture des luttes de base est prédominante, mais où le journal — contrairement aux organisations réformistes ou révolutionnaires — ne propose aucune thèse de riposte globale à la politique gouvernementale, aucun mot d'ordre unificateur susceptible de constituer les germes d'une contre-offensive aux premières mesures d'austérité.

C'est dans ce contexte que le « groupe de Liège » fait son entrée à *Pour*. Le numéro 81 (29 octobre 1975), sous le titre : « Lier théorie marxiste et pratique sociale », annonce la création par les Comités d'action d'Etudiants et le Comité *Pour* de Liège, de séminaires de formation à l'analyse marxiste. Ces séminaires (animés par F. Biesmans, ancien militant du P.C.W., de

⁴² N° 26, 26 février 1974.

Grippa, et J. Peltier, qui vient des Comités « Boîtes » du mouvement lycéen de 1972-1973) enseignent un marxisme où Lénine (essentiellement le Lénine du *Que faire ?*), Althusser (*Les appareils idéologiques d'Etat*) et M. Harnecker (*Les Concepts élémentaires du matérialisme historique*)⁴³ constituent les supports de référence théorique. Ces séminaires fournissent, à un moment où le marxisme althussérien est déjà en voie de dislocation⁴⁴, un radicalisme théorique à des militants venus du M.C.P., des Jeunesses communistes, des milieux socialistes de gauche, etc.

Grâce à l'armature conceptuelle althussérienne, le « groupe de Liège » arrive rapidement à insuffler à *Pour* une nouvelle dimension théorique, restaurant le modèle léniniste-gramscien de l'organisation comme « intellectuel collectif », susceptible de prendre, à un moment donné, la direction des mouvements de masse⁴⁵. Cette insertion théorique se fera progressivement et non sans réticence, dès le départ, de l'équipe initiale de *Pour*⁴⁶.

Le tableau de la page suivante, synthétisant les résultats d'une analyse de contenu de l'hebdomadaire, indique clairement que cette période est bien celle du développement des pages de politique belge, rédigées essentiellement par le « groupe de Liège »⁴⁷.

Ces pages de politique deviennent le lieu où *Pour*, sous l'influence du « groupe de Liège », s'affirme par rapport aux autres groupes de la gauche révolutionnaire, en profitant d'une série d'événements nationaux ou internationaux : crise de l'Union communiste des marxistes-léninistes de Belgique (UCmB)⁴⁸, dossier sur la presse de gauche⁴⁹, mort de Mao Tsé-

⁴³ LÉNINE, *Que faire ?* (1905), Editions de Pékin; ALTHUSSER, « Les appareils idéologiques d'Etat » (1971), in *Positions*, Editions sociales, 1976; M. HARNECKER, *Concepts élémentaires du matérialisme historique*, traduit du chilien par J. Gouverneur, *Contra-dictions*, 1974.

⁴⁴ J. RANCIÈRE, *La leçon d'Althusser*, Idées-Gallimard, 1974; V. DESCOMBE, « Le marxisme en péril », in *Le Même et l'Autre*, Editions de Minuit, 1980.

⁴⁵ La référence à Gramsci sera explicitée par J. PELTIER dans : *Intellectuels et classes sociales. L'apport théorique d'Antonio Gramsci*, Mémoire de licence en Sciences sociales, Université de Liège, 1977-1978. Cette référence porte sur le rôle des intellectuels, mais non sur la conception du journal. Le texte programmatique de Gramsci sur le journalisme, non traduit en français, restera ignoré tant des militants de *Pour* que de P.L.S. (A. GRAMSCI, « Il giornalismo », in *Gli Intellettuali*, p. 167-214, Editori Riuniti, Roma, 1977).

⁴⁶ La parution de la recension, par F. KINET, de l'ouvrage de M. HARNECKER sera retardée pendant plusieurs semaines par la rédaction de Bruxelles.

⁴⁷ C. BLAISE, *op. cit.*, p. 24.

⁴⁸ « Lettre ouverte aux petits enfants de Staline », in *Pour*, n° 104, 21 avril 1976.

⁴⁹ « Du rouge à la une », in *Pour*, n° 121, 15 septembre 1976.

Répartition du contenu, exprimée en pourcentage de la surface cumulée des vingt numéros

Numéros des journaux	1 à 20	21 à 40	41 à 60	61 à 80	81 à 100	101 à 120	121 à 140	141 à 160	161 à 180	181 à 200	201 à 220	221 à 240	241 à 260	261 à 280	281 à 300
Société	38	27	17	16	17	19	12	12	38	15	12	15	10	13	11
Lutte travailleurs	12	12	16	16	9	16	15	15	12	13	15	11	11	11	10
Politique	1	2	2	0	3	3	4	8	1	4	7	9	6	6	7
International	4	0	17	18	13	20	16	13	13	14	15	18	13	12	13
Culture	9	19	26	16	13	10	18	16	9	12	9	11	22	21	12
Total	64	60	54	66	54	71	65	64	73	58	58	64	62	65	53

toung⁵⁰, élections communales⁵¹. Cette clarification politique débouche, en février 1977, sur la création d'une nouvelle organisation politique, *Pour le Socialisme*, qui définit ses positions dans sept brochures théoriques⁵².

Le passage le plus intéressant, de notre point de vue — la recherche de la conception du rôle des intellectuels que véhiculent *Pour* et *Pour le Socialisme* — apparaît dans la thèse 40 :

« Nous faisons référence à une interprétation précise de l'expérience du mouvement ouvrier : au développement de ce mouvement, de sa naissance jusqu'à la Commune de Paris (théorisée par Marx et Engels), à la révolution d'Octobre (théorisée par Lénine), à l'échec de la révolution européenne (théorisée par Gramsci), à la révolution chinoise (théorisée par Mao Tsé-toung). Mais nous refusons de privilégier d'avance le débat avec ceux qui se réclament des mêmes sources théoriques que nous; de même nous rejetons toutes les exclusives que s'échangent autogestionnaires, trotskystes ou « marxistes-léninistes » dogmatiques. Encore une fois, le critère de la vérité est la pratique, et l'utilisation pratique, face aux échéances concrètes de la lutte des classes, des outils théoriques, et non pas la référence théorique elle-même. »

Ce texte nous conduit à deux observations :

1°) Bien qu'il minimise l'importance de la référence théorique au bénéfice de la pratique, il constitue un moment important dans l'évolution de *Pour* puisque l'on passe d'une théorie de l'« intellectuel concret », à la recherche de la parole des masses (références théoriques : Sartre et Gorz), à un retour implicite au modèle de l'intellectuel classique, proposant son analyse aux masses, avec cette différence qu'il ne s'agit plus de l'intellectuel comme individu, mais de l'organisation comme « intellectuel collectif »⁵³.

2°) Le texte introduit le concept d'« échéances concrètes de la lutte des classes », sans que la manière dont ces échéances sont définies soit précisée. C'est sur ce problème de la définition des échéances — et donc de la pratique politique à mettre en œuvre — que l'union entre *Pour* et *Pour le Socialisme* va se rompre.

⁵⁰ « Hommage à Mao », in *Pour*, n° 121, 15 septembre 1976.

⁵¹ « Le pouvoir est-il au bout du crayon ? », in *Pour*, n° 124, 6 octobre 1976 et « Sous les élections », in *Pour*, n° 125, 13 octobre 1976.

⁵² *POUR LE SOCIALISME, Documents de l'Assemblée constitutive des 12 et 13 février 1977*, Ed. Pour écrire la Liberté, 7 brochures, Bruxelles, 1977.

⁵³ La reprise du concept de l'« intellectuel collectif » de Gramsci est opérée par un des membres du « groupe de Liège », J. PELTIER, *op. cit.*

Le XX^e Congrès du P.C.F., en abandonnant le concept de « dictature du prolétariat », offrira une première occasion d'affirmation d'« orthodoxie théorique »⁵⁴. Mais les militants du « groupe de Liège » ne se contentent pas de la pratique théorique et fournissent à *Pour* une série d'articles qui précisent l'analyse de la conjoncture (situation de la sidérurgie wallonne, conférence Sud-Nord, plan Tindemans, Loi-Programme, chômage des jeunes), ou qui rendent compte des luttes ouvrières (grève des bateliers, occupation de Texter) et étudiantes (opposition au projet Humblet-De Croo et à la Loi-Programme de 1975). Ce sont également les militants de Liège qui proposent dans le journal des mots d'ordre unificateurs des luttes (« 36 heures, une arme, une tactique »)⁵⁵ et qui prennent des initiatives politiques (conférence — interdite par la Sûreté de l'Etat — d'un représentant des Comités de soldats français)⁵⁶.

Une dynamique d'identification politique, tant par rapport aux autres projets journalistiques (*Notre Temps* et *Hebdo*) que par rapport au discours des organisations politiques, réformistes ou révolutionnaires, est ainsi lancée et caractérise toute l'année 1976.

La confrontation est particulièrement tendue avec *Hebdo*, qui se veut lieu de débat entre la gauche réformiste et la gauche révolutionnaire, mais que *Pour* accuse de soumission au réformisme et d'incohérence dans la pratique⁵⁷. *Notre Temps* est défini comme une « initiative de la bourgeoisie intellectuelle et libérale » qui produit « des analyses souvent ardues de la situation politique et économique, nationale ou internationale ». Ce qui n'empêche pas les journalistes de *Pour* de puiser largement dans le fonds intellectuel et graphique de *Notre Temps*...⁵⁸ La disparition de ces deux hebdomadaires (respectivement en février et septembre 1977) laissera à *Pour* un terrain à occuper, terrain conquis par une campagne de financement, de recrutement de nouveaux collaborateurs et par le lancement d'une formule de vingt-quatre pages⁵⁹.

⁵⁴ « Quelle dictature ? », in *Pour*, n° 94, 4 février 1976.

⁵⁵ In *Pour*, n° 99, 10 mars 1976.

⁵⁶ « Comités de soldats, la grande peur du pouvoir », in *Pour*, n° 96, 16 février 1976.
⁵⁷ « Un non franc et critique », in *Pour*, n° 107, 12 mai 1976; « Campus en folie », in *Pour*, n° 108, 19 mai 1976; « Hebdo 76 » et « Journal pirate d'une mutinerie », in *Pour*, n° 121, 15 septembre 1976; « La fin justifie-t-elle les moyens ? », in *Pour*, n° 140, 2 février 1977.

⁵⁸ « Notre Temps », in *Pour*, n° 121; « Devinette », in *Pour*, n° 186, 21 décembre 1977; A. LANGE, « Une couronne pour *Notre Temps* », in « Courrier des lecteurs » de *Pour*, n° 195, 23 février 1978 (texte partiellement censuré).

⁵⁹ Nouvelle formule à partir du n° 180, 9 novembre 1977.

*Deux échéances de la lutte des classes :
élections européennes et Affaire Graindorge*

Les élections législatives du 17 avril 1977 et du 17 décembre 1978 ne représenteront pas, pour la jeune organisation, des échéances suffisamment importantes ou opportunes pour avancer des listes de candidatures. Pour le Socialisme se contentant de campagnes d'affichage sur le thème : « Ces élections ne changeront rien. Ne faisons confiance qu'à nos luttes » et « Non à l'Etat CVPSB ». *Pour* fonctionne, à cette époque, comme lieu de débat entre les différentes organisations réformistes, écologistes et révolutionnaires, le point de vue de Pour le Socialisme jouissant d'un traitement particulier, mais non exclusif. Le Parti Socialiste, qui aux élections communales d'octobre 1976 avait fait la sourde oreille aux propositions de *Pour*, se prête cette fois au jeu des confrontations.

Les élections européennes du 10 juin 1979 sont par contre considérées, dès la création de l'organisation, comme un enjeu important, puisque, bien plus que l'occasion d'établir un rapport de forces électoral, elles constituent une possibilité de contester la légitimité de vingt-cinq ans de construction technocratique de l'Europe⁶⁰. Mais elles permettent surtout de présenter, tant au niveau européen que national, l'existence d'une nouvelle force politique, la Nouvelle Gauche Révolutionnaire, dégagée du suivisme prosoviétique ou pro-chinois des organisations révolutionnaires « classiques ». La cohérence politique de la structuration de la Nouvelle Gauche Révolutionnaire se fait autour du refus commun du trilatéralisme, mis en pratique par l'Administration Carter⁶¹, et de l'hégémonie de la R.F.A. social-démocrate sur l'Europe⁶².

Le concept de Nouvelle Gauche Révolutionnaire apparaît dans *Pour* en juin 1976 (numéro 112), au lendemain du succès relatif d'Othello de Carvalho aux élections européennes et du regroupement de diverses organisations extra-parlementaires italiennes sous le label « Democrazia Proletaria » en vue des législatives. La première rencontre de contact a lieu à Paris,

⁶⁰ Voir la brochure de POUR LE SOCIALISME, *L'Europe est-elle impérialiste ?*, Bruxelles, 1979.

⁶¹ « Les amis du président », in *Pour*, n° 136, 5 janvier 1977, et « Lettre de *Pour* à Jimmy Carter », in *Pour*, n° 199, 12 janvier 1978; lettre reproduite dans *Le Soir* du 7 janvier 1978.

⁶² A partir du n° 138, dont l'éditorial donne le coup d'envoi contre le « modèle allemand », de nombreux articles seront consacrés par *Pour* à la situation en R.F.A. : manifestations anti-nucléaires, interdictions professionnelles, affaire OTRAG, affaire Schleyer, procès et mort d'A. Baader, G. Esslin et G. Raspe, affaire Croissant, Tribunal Russell, tentatives de boycott de celui-ci, montée de l'extrême droite...

en janvier 1977, et les traces en apparaissent directement dans *Pour* : publication d'un communiqué de solidarité internationale avec le leader palestinien Abou Daoud, qui vient d'être arrêté à Paris (numéro 137, 12 janvier 1977), et coup d'envoi de la campagne contre les institutions européennes par la couverture du numéro 138 (19 janvier 1977) : « Allemagne fédérale, le gendarme de l'Europe ».

La campagne contre le Parlement de la Communauté européenne constitue cependant la première occasion de fissure entre *Pour* et Pour le Socialisme. La mort du *Peuple*, annoncée fin mai 1979, laisse un vide dans la presse de gauche quotidienne, vide qu'il est tentant d'occuper immédiatement, dans le contexte de la campagne électorale⁶³. La majorité de la rédaction de *Pour* propose de transformer l'hebdomadaire en quotidien à l'occasion des deux dernières semaines de la campagne, tandis que les militants de Pour le Socialisme proposent l'impression de journaux électoraux distribués en toutes-boîtes et qui expliquent le sens de la campagne.

Cette situation constitue le début d'un blocage de la dynamique à la fois du journal et de l'organisation, blocage qui ne se dénouera qu'avec la scission en décembre 1980. Ce blocage est né de divergences sur l'appréciation d'une échéance perçue différemment (occasion de provoquer un bond qualitatif du journal contre occasion d'asseoir la crédibilité d'une organisation politique). Il va dès lors se prolonger par une série d'autres divergences portant sur le statut du journal, sur la démocratie interne au journal et à l'organisation, mais aussi sur les choix de stratégie politique.

Le lendemain des élections européennes (ce que l'éditorial de *Pour* du 7 juin appellera « L'échéance du 11 juin ») constitue certainement pour la gauche wallonne un tournant dont on n'a pas encore mesuré toute la portée. Ces élections constituent à la fois une victoire pour les listes alternatives (E-NON, écologistes, Rassemblement wallon) et une défaite pour les partis traditionnels de la gauche (P.S. et P.C.B.). Il en résulte ce qu'André Cools appellera la « balkanisation de la gauche », balkanisation qui offre à la droite des capacités offensives nouvelles, d'autant que les vacances constituent un moment traditionnel de démobilisation. Pour le Socialisme n'arrive pas, en cet été 1979, à impulser des Comités E-NON qui auraient pu prolonger la relative victoire des européennes (1,2 % pour la Communauté francophone) et *Pour* s'en tient à des dossiers de routine (Pays Basque, mouvement indien, handicapés, égoutiers, Foire du Midi...).

⁶³ « La mort du *Peuple* », in *Pour*, n° 262, juin 1979 et le texte de *Pour* expliquant la scission : « Notre combat pour écrire la liberté ».

Est-ce un hasard ou s'agit-il de la conséquence directe de la « balkanisation de la gauche », toujours est-il que la droite amorce une offensive sans précédent visant à restreindre l'espace démocratique : Michel Graindorge et ses collaborateurs sont arrêtés pour complicité d'évasions de prisonniers de droit commun.

Le journalisme probatoire

L'Affaire Graindorge frappe *Pour* de très près : non seulement le journal a plusieurs fois accordé son soutien au Comité d'Aide aux Prisonniers dont Graindorge était un des animateurs⁶⁴, mais M. Appelmans, également arrêté, est un ancien actionnaire de la S.A. Offpress qui imprime le journal. La toile de fond de l'« Affaire » rappelle — par certains aspects — la campagne européenne (Affaires Croissant et Piperno, Convention européenne contre le terrorisme, etc.). De plus, en choisissant de s'attaquer à un militant du « front carcéral », le Parquet de Bruxelles touche la gauche extra-parlementaire en un point délicat : de la politisation du criminel, on passe à la criminalisation du politique.

A cette offensive de la droite répressive, deux ripostes sont proposées ; la plus courante, celle des démocrates, emmenés par *Le Soir*, vise à prouver empiriquement l'innocence de l'avocat bruxellois par une argumentation fondée sur sa réputation d'homme juste. La seconde riposte, proposée par J.-Cl. Garot et exposée dans « Le temps des provocations »⁶⁵, repose sur la thèse qu'on assiste non pas à une erreur judiciaire, mais à une tentative de criminaliser la gauche extra-parlementaire dans son ensemble. Il s'agit d'une riposte biaisée :

« Nous pensons qu'il y a deux choses à faire d'urgence :

1. Démontrer la culpabilité des militants du Front de la Jeunesse dans l'attentat commis contre Bernard H., ainsi que l'incroyable tolérance dont le Parquet a fait preuve à l'égard du groupuscule fasciste.
2. Expliquer l'organisation des forces répressives en Belgique, le pourquoi de leurs attaques et leurs liens avec la droite politique. »

Ce programme en deux points porte en lui le germe de la nouvelle stratégie journalistique de *Pour*, stratégie essentiellement démonstrative. Faire prendre conscience à la population de l'existence d'un appareil répressif à

⁶⁴ Voir, par exemple, « Dossier Prison, Derrière les barreaux, la mort lente », in *Pour*, n° 163, 13 juillet 1977.

⁶⁵ « Le temps des provocations », in *Pour*, n° 277.

finalités politiques, appareil appelé par les Américains *counter-insurgency*, n'est pas une opération facile : la démonstration théorique de la nécessité pour la bourgeoisie impérialiste d'entretenir ces appareils est difficile à populariser. La Fraction Armée Rouge et les Brigades Rouges ont essayé d'attirer l'attention de la population sur ces appareils par des actions spectaculaires et sanglantes dont le seul effet a été d'en justifier le renforcement⁶⁶. Ce que *Pour* est arrivé à faire, c'est de sortir du ghetto théorique, sans tomber dans la spirale terroriste.

Le journalisme probatoire peut se définir comme la démonstration de thèses politiques par le recours à des documents dont l'utilisation affective sensibilise l'opinion. La campagne contre le « modèle allemand » avait déjà permis à Jean-Claude Garot de mesurer les effets du « document secret rendu public » : la publication de documents sur l'OTRAG, en septembre 1977, et de documents des Renseignements généraux visant à interdire le Tribunal Russell III⁶⁷, ont constitué des « scoops » tels que *Pour*, après l'organisation d'une conférence de presse, attirait l'attention des grands *media* qui relayaient l'information. La visualisation du document, reproduit grandeur nature dans le journal, donne l'impression au lecteur de *tenir en main* le document et d'être dans le rôle du procureur. D'où l'efficacité du procédé, que le *Canard enchaîné* utilise en France depuis trente ans...

On connaît la précision avec laquelle *Pour* a conduit la riposte : les « dossiers à brûler » ont apporté au fil des semaines les preuves (visuelles et mass-médiatiques) des pratiques antidémocratiques de l'extrême droite en Belgique (camps du V.M.O., du Front de la Jeunesse, rencontre de Maizeret...) jusque dans l'appareil d'Etat (fabrication de l'Affaire Graindorge, perquisitions à *Pour*, inculpations de journalistes, microfiches B...) et de ses liens avec la droite politique (affaire Latinus, dossiers CEPIC, etc.)⁶⁸. Les objectifs de la riposte ont été largement dépassés : non seulement Graindorge et ses amis ont été acquittés, mais le P.S.C. a dû abandonner le ministère de la Justice et le ministère de l'Intérieur au Parti socialiste ; le V.M.O. et le Front de la Jeunesse ont été condamnés comme

⁶⁶ « Les services allemands de counter-insurgency », in *Textes des Prisonniers de la R.A.F.*, Maspero, 1977. Sur les Brigades Rouges et leur stratégie mass-médiatique, voir A. LANGE, « Les Brigades Rouges, la presse et le garantisme », in *Critique Politique*, n° 7-8, novembre 1980 - avril 1981, p. 114-127.

⁶⁷ « Le plan secret des services de sécurité pour saboter le Tribunal Russell III », in *Pour*, n° 190, 18 janvier 1978.

⁶⁸ Le numéro spécial 371-372-373 reprend sous le titre : « Dossiers à brûler », l'essentiel des scoops effectués et publiés dans *Pour* durant cette période.

milices privées par application des lois de 1934-1936; les microfiches B ont été partiellement supprimées; les membres du bureau du CEPIC, accusés de liens avec l'extrême droite, ont dû quitter provisoirement leurs fonctions; avec les ventes, l'audience de *Pour* a largement augmenté.

Ce bilan pourrait laisser croire à la victoire quasi totale de *Pour* et expliquer que l'extrême droite, acculée, n'ait eu d'autre solution que la violence, l'incendie contre la force persuasive de l'hebdomadaire. Telle sera l'explication de l'incendie par *Pour* : les fascistes ont eu peur. « L'étau se resserre chaque jour sur les chefs de cet Orchestre noir. La peur. Oui, la peur est mauvaise conseillère. Et l'on tente, par tous les moyens, et donc par la violence, d'empêcher que la vérité n'éclate au grand jour. Et là, c'est l'échec. Car jamais on ne nous musèlera »⁶⁹. Pierre Mertens, lui aussi, évoque la peur : « En brûlant l'hebdomadaire de gauche le plus important du pays, les fachos ont seulement retardé la naissance du quotidien. Il ne faut pas demander comme celui-ci leur fait peur ! »⁷⁰

Cette analyse de la décision stratégique de mettre le feu à l'imprimerie comme étant essentiellement *défensive*, cherche à traduire l'attentat du 5 juillet en victoire, en relance du mouvement antifasciste et en promotion du futur quotidien. Cette interprétation suppose une analyse du rapport de forces comme étant globalement favorable entre *Pour* et ses adversaires. Or, il nous paraît que si la pratique du journalisme probatoire comme riposte au début d'une offensive réactionnaire s'est avéré efficace pendant une période, sa pratique systématique a placé *Pour* dans une position de faiblesse bien plus grande que ne semblent s'en rendre compte ses promoteurs. On peut énumérer et analyser trois symptômes de cette faiblesse : la scission entre *Pour* et Pour le Socialisme en décembre 1980; la perte de crédibilité dans certains secteurs de l'opinion à la suite de la perte du procès Interpol et du procès Simonet; l'isolement politique après les attaques contre le CEPIC.

Le contexte de l'incendie

La scission Pour / Pour le Socialisme

La crise des organisations révolutionnaires est une des caractéristiques des processus de fascisation⁷¹. Nous pensons que cette caractéristique se

⁶⁹ « Pour la liberté d'impression », n° 369-370, juillet 1981.

⁷⁰ P. MERTENS, « La Danse rituelle du feu », in *Pour*, n° 369-370.

⁷¹ N. POULANTZAS, *Fascisme et dictature*, p. 167, Seuil-Maspero, Paris, 1974.

retrouve dans les processus d'ingouvernabilisation. Sans vouloir attribuer ici à *Pour* et à Pour le Socialisme une importance excessive dans la structuration politique et idéologique de la classe ouvrière en Belgique francophone, il faut cependant admettre que la scission, survenue dans une période d'affrontement, entre l'organisation d'extrême gauche la plus influente et l'hebdomadaire de gauche le plus lu de la Communauté, constitue un événement grave, important, et qui, très concrètement, a permis la réalisation de l'attentat⁷². Il est donc primordial de comprendre ce qui a rendu cette scission nécessaire aussi bien pour l'organisation que pour l'hebdomadaire⁷³.

Il est difficile de faire la synthèse du processus qui a amené la scission sans reprendre à son compte le discours de l'une ou de l'autre partie, sans tomber aussi dans le jeu des anathèmes mesquins. Réduire le débat à une « opposition entre deux projets journalistiques et politiques incompatibles », comme le fait l'équipe permanente de *Pour*, est perdre conscience de la prégnance qu'une conjoncture politique (celle de l'Affaire Graindorge) a eu sur la mise en pratique de stratégies d'alliance et combien cette mise en pratique a influencé les choix journalistiques et politiques.

La riposte à l'offensive que représentait l'Affaire Graindorge a été la mise en pratique d'un tacite « front des démocrates », cherchant à regrouper les forces de gauche, mais aussi les fractions libérales-démocrates (avocats, *Le Soir*...). Cette mise en pratique d'un « front des démocrates », non seulement constituait une rupture par rapport au projet politique de Pour le Socialisme (regrouper la gauche anticapitaliste), mais impliquait un certain relâchement dans des débats internes à la gauche. Ainsi, un conflit est né entre Pour le Socialisme et *Pour* sur l'opportunité d'accroître les contradictions internes au P.C.B. entre pro-soviétiques et eurocommunistes, ce qui, selon *Pour*, aurait affaibli l'alliance démocratique.

Du point de vue du rapport entre le journal et l'organisation, cette modification du front avait une importance capitale : pour pouvoir accueillir les collaborateurs nouveaux qui se présentaient, séduits par l'action de

⁷² Un mois après la rupture *Pour*/P.L.S., *Pour* recrute des collaborateurs par petites annonces (voir, par exemple, n° 347, 5 février 1981) ! C'est à cette époque — où le Front de la Jeunesse est convoqué devant les tribunaux — que Y. Trousson, qui organisera le commando du 5 juillet, vient reconnaître les lieux en se présentant comme collaborateur (voir *Pour*, n° 378, 17 septembre 1981). Le départ des militants de P.L.S. crée une autre condition favorable à la réalisation de l'attentat : l'absence de tour de garde nocturne à l'imprimerie.

⁷³ Les deux parties ont exposés leurs vues : P.L.S. dans *C'est possible*, n° 1, février 1981; *Pour*, dans « Notre combat pour écrire la liberté », supplément à *Pour*, n° 355-356, avril 1981.

Pour contre le V.M.O., les microfiches B, etc., il fallait que le journal n'apparaisse pas comme inféodé à une organisation. Il fallait donc, logiquement, du point de vue de J.-Cl. Garot, remettre en question la « carte de visite » qui, depuis mars 1979, présentait *Pour* comme produit et dirigé par *Pour* le Socialisme. Logiquement, du point de vue de *Pour* le Socialisme, cette décision aurait dû être prise au sein des instances de l'organisation. Or Garot instaure une nouvelle instance de légitimité des décisions : celle de la rencontre des collaborateurs de *Pour* à la rencontre de Saint-Gérard, les 26 et 27 janvier 1980. Dès lors, trois « lieux de légitimité » coexistent dans la prise des décisions : le conseil d'administration d'Off-press, qui imprime le journal et est propriétaire du titre, en droit bourgeois; les instances nationales de l'organisation, responsables politiquement du journal, et l'assemblée des rédacteurs de *Pour*.

Si, pour des raisons de libertés, d'initiatives intellectuelle et journalistique, l'autonomie du journal est un principe qui semble indispensable et conforme à la tradition de Marx et Engels eux-mêmes⁷⁴, la manière dont J.-Cl. Garot a imposé ce principe relève d'un véritable coup de force politique, en contradiction avec les principes de l'organisation politique dans laquelle il s'était engagé. Est-il nécessaire de refaire la liste des procédés utilisés ? Modification du front d'alliances politiques, modification du lieu de légitimité des décisions, recours au droit de propriété bourgeois, ma-gouillages administratifs, recours sentimental aux « militants fondateurs »

⁷⁴ « Dépendre, même du Parti ouvrier, est un lourd destin. (...) Etre rédacteur en chef d'un journal qui appartient au Parti, même lorsqu'on fait abstraction de l'aspect pécuniaire de la question, est un poste ingrat pour quiconque affiche un esprit d'initiative. Marx et moi-même étions toujours convenus que nous n'occuperions jamais un tel poste et que nous pourrions seulement publier un journal financièrement indépendant, même vis-à-vis du Parti.

» Votre Presse « étatique » peut présenter de graves inconvénients si elle va trop loin. De toute évidence, il nous faut dans le Parti une presse indépendante de la direction du Parti et même du Congrès du Parti, c'est-à-dire une presse qui, dans le cadre du programme, et de la tactique adoptée, soit susceptible de se prononcer librement contre les différentes démarches entreprises par le Parti, tout comme elle doit être capable de soumettre à une critique libre le programme et la tactique du Parti, sans dépasser les limites de l'éthique du Parti. Vous, en tant que direction, vous devez encourager et, plus encore, créer cette presse, vous disposerez alors d'une plus profonde influence que si elle voyait le jour un tant soit peu en dépit de votre volonté... ». Lettre de Friederich Engels à August Bebel, 1892. Lettre citée in R. MEDVEDEV, *De la démocratie socialiste*, Grasset, 1966. Sur le combat de Engels et Bebel contre les opportunistes petits-bourgeois qui voulaient imposer à la presse la ligne du parti et empêcher la prise de parole des militants ouvriers, voir L. ILITCHEV et al., *Engels, sa vie, son œuvre*, trad. du russe par G. DUPOND, p. 436, Editions du Progrès, Moscou, 1976.

contre les militants du moment, absence d'éclaircissement du lecteur sur les évolutions et les modifications de stratégie politique... C'est beaucoup pour l'imposition d'un principe cependant correct !

La révision du statut du journal était nécessaire pour clarifier la position des collaborateurs non-membres de l'organisation et le statut des textes fournis par ces collaborateurs. L'absence de signature — principe retenu à la création de *Pour* dans la logique de la non-division des tâches — empêchait toute logique de référence sur l'émetteur, le producteur de texte. Prenons un exemple : dans le numéro 331 (9 octobre 1980), à l'époque où *Pour* est toujours publié sous la responsabilité de *Pour* le Socialisme, paraît une recension du *Scribe* de Régis Debray, ouvrage justement relatif aux rapports des intellectuels et du marxisme, tirant un bilan négatif de l'anti-intellectualisme des organisations communistes, anti-intellectualisme qui ouvre la porte au fascisme (exemple : le Cambodge des Khmers rouges). Cette critique, publiée par un « correspondant de Bruxelles », ne reflète cependant pas la position de P.L.S. Une N.D.L.R. (note de la rédaction) surajoute un commentaire à la critique, dénonçant l'engagement de Debray dans le P.S., parti réformiste. Dès lors, qui assume la responsabilité politique du texte et quelle possibilité le lecteur a-t-il de se rendre compte que le scripteur *Pour* est en réalité multicéphale ?

L'état d'incohérence atteint à cette époque ne pouvait passer que par une rupture clarificatrice, saine pour la logique intellectuelle, mais qui eut des répercussions quasi immédiates sur la sécurité du journal face à la répression.

Les sources incertaines

Le journalisme probatoire suppose des informateurs inhabituels — ni agence de presse ni chargés de relations publiques — qui transmettent des documents originaux à des fins bien précises. Une collaboration ponctuelle s'établit entre le journaliste et son informateur, qui trouvent un intérêt commun à la publication des informations, mais dont les objectifs peuvent être radicalement différents. C'est là toute l'ambiguïté du procédé et les limites de sa crédibilité. Le lecteur critique, celui qui est conscient que, quelque part, des manipulations, des stratégies se développent, est dès lors amené à échafauder une série d'hypothèses sur l'identité des informateurs et sur leurs fins. Ainsi, des documents publiés par *Pour* sur Henri Simonet, on a pu aussi bien insinuer qu'ils avaient été transmis par un membre de la gauche du P.S. que par un éminent représentant du C.V.P.

Le problème est d'autant plus délicat qu'aux incertitudes sur la stratégie de l'informateur s'ajoute l'absence, en Belgique, d'une protection juri-

dique des sources du journaliste⁷⁵. La pratique systématique du journalisme probatoire par *Pour* a amené l'appareil répressif (Parquet de Bruxelles, Interpol) à contre-attaquer en intentant un procès à *Pour*, pour recel d'information⁷⁶. Si *Pour* a obtenu à cette occasion un soutien et une reconnaissance des journalistes professionnels, il n'en reste pas moins que ce procès a été perdu en première instance. De même que le procès Simonet a été perdu en première instance⁷⁷. L'effet de ces décisions juridiques — même si elles restent provisoires — a été d'isoler *Pour* et de lui faire perdre une partie de sa crédibilité dans l'opinion⁷⁸.

Après l'incendie, après que s'est reconstitué un front de solidarité avec le journal, les ennemis de *Pour* ont visiblement cherché à accroître le discrédit qu'impliquaient les décisions judiciaires, en laissant entendre que *Pour* avait organisé des cambriolages pour récolter les documents nécessaires. *La Meuse*⁷⁹, par exemple, parla de « Watergate bruxellois », dans un article insidieux, qui ne mentionnait ni *Pour* ni Simonet, mais se contentait de formules allusives : « On sait que depuis quelque temps, l'extrême gauche belge essaye de prouver les liens qui, d'après elle, existent entre le CEPIC et le Front de la Jeunesse » ; « On croit savoir également de bonne source, qu'ils [les cambrioleurs] se sont introduits au domicile d'une personnalité politique belge de premier plan, mais d'une autre tendance » [que le CEPIC. A.L.]. *De Morgen* se montra plus précis en citant nommément *Pour* et Simonet, mais en laissant entendre que les documents publiés par *Pour* sur le CEPIC, le Front de la Jeunesse et le baron de Bonvoisin auraient bien pu être transmis par une fraction rivale du CEPIC, qui porterait la responsabilité des cambriolages⁸⁰. Toujours est-il que le journalisme probatoire marque ici ses limites...

⁷⁵ Voir A. LANGE, « La protection du secret des sources du journaliste dans les démocraties occidentales », in *Critique Politique*, n° 6, septembre 1980, p. 21-31.

⁷⁶ « Des journalistes de *Pour* condamnés à une peine de prison pour délit de vérité », in *Pour*, n° 365, 11 juin 1981.

⁷⁷ Voir n° 335, 4 novembre 1980.

⁷⁸ Au lendemain de l'incendie, *La Meuse* (6 juillet 1981), par exemple, ne manquera pas de faire la recension des procès perdus par *Pour*.

⁷⁹ « Les mystérieux cambriolages de Bruxelles ont-ils été commis pour essayer d'établir des preuves de liens entre le C.E.P.I.C. et le Front de la Jeunesse ? », in *La Meuse*, 4 août 1981.

⁸⁰ *De Morgen*, 5 août 1981. Selon l'organe officieux du front CEPIC-PRL, l'hebdomadaire *Spécial-L'Eventail*, les informations publiées par *Pour* et *De Morgen* sur le CEPIC auraient été fournies par des militants de la Démocratie chrétienne, collaborateurs d'A. Califice et de P. Maystadt (F. Hambye, R. Jennar, B. Defalque, L. Vivier). Voir « P.S.C. : Le complot de la Démocratie chrétienne », in *L'Eventail*, 2 octobre 1981.

Isolement de Pour

Sur les dossiers V.M.O., Front de la Jeunesse, microfiches B, *Pour* était arrivé à établir un front politique important, donnant à l'hebdomadaire une crédibilité et une audience large, incluant le Parti Socialiste et la gauche chrétienne. Ces dossiers ne mettaient pas en cause fondamentalement la structuration des forces politiques traditionnelles du pays. Mais dès lors que la cible principale devenait, comme ce fut le cas à partir de fin mai 1981, le CEPIC, aile droite du P.S.C., le front d'alliance allait se désagréger. Démontrer les liens organiques entre le CEPIC et les mouvements d'extrême droite ne pouvait qu'avoir une conséquence politique grave sur les débats internes au P.S.C. entre CEPIC, Démocratie chrétienne et « sans famille ». Deux conséquences étaient possibles : ou la Démocratie chrétienne hégémonisait le parti, ou elle provoquait son éclatement et s'orientait définitivement vers la formule du Rassemblement des progressistes. Cet enjeu explique l'émoi suscité dans le monde politique par la publication (dans *De Morgen*) de la mystérieuse note de la Sûreté sur les activités du trésorier du CEPIC et par les dossiers de *Pour* sur la rencontre internationale de dirigeants fascistes au château de Maizeret⁸¹.

Dans le courant du mois de juin, *Pour* va perdre un allié important : le ministre de la Justice, P. Moureaux. Répondant à des questions parlementaires du président du CEPIC (J.P. Graffé) et du président de l'U.R.D.T. (R. Heindrikx), le ministre de la Justice lava de tout soupçon les membres du CEPIC impliqués par la note confidentielle de la Commission Wyninckx publiée par *De Morgen*, et par les articles de *Pour*. Le CEPIC put dès lors faire une conférence de presse triomphale isolant *Pour* politiquement⁸². C'est dans ce contexte — et non simplement dans une ambiance de « peur » — que la décision de neutraliser le journal a dû être prise. C'est en ce sens que l'incendie du 5 juillet est bien plus une défaite qu'une victoire pour l'équipe de *Pour*. Du point de vue de ceux qui ont pensé l'attentat, celui-ci doit donc être interprété comme un acte défensif-offensif et non purement défensif.

Reste à déterminer pourquoi il fallait neutraliser *Pour*. Détruire définitivement un organe de presse trop radical et trop curieux ? Cela semble aberrant, lorsqu'on connaît la détermination et la patience des animateurs du journal, et donc un risque trop grand en fonction d'un résultat bien

⁸¹ *Pour*, n° 362 et 363, 21 et 28 mai 1981.

⁸² « Le CEPIC blanchi », in *La Libre Belgique*, 26 juin 1981 ; « CEPIC : un bilan après l'affaire », in *La Libre Belgique*, 30 juin 1981. *L'Eventail* du 10 juillet 1981 parlera de « marche arrière », de « volte-face » du ministre Moureaux.

aléatoire. Détruire de la documentation gênante ? Objectif trop naïf — au temps de la photocopieuse et du microfilm — que pour être longtemps crédible. Vengeance de quelques militants, agissant à titre personnel ? Plausible, mais trop bien préparé...

S'il y a effectivement eu décision politique et stratégique de neutraliser *Pour*, cette décision devait correspondre à deux caractéristiques : objectif limité dans le temps (neutraliser le journal *pour quelques mois*) et défini dans la période (celle de la fin du cabinet Eyskens). Depuis juin, le problème à l'ordre du jour est celui de l'élaboration du budget 1982. On a pu assister, dans le courant de l'été, au développement d'une nouvelle stratégie du P.S.C. : remise en question de l'accord de juillet au début du mois d'août, rétablissement d'un axe P.S.C.-C.V.P. à la fin août.

La décision stratégique de neutraliser *Pour*, qui a dû être prise dans le courant du mois de juin, ne peut, à notre avis, que s'interpréter en fonction des problèmes internes au P.S.C. face aux échéances de l'été : élaboration du budget 1982 et, d'une manière plus spécifique au parti : crise d'identité⁸³, crise de succession⁸⁴ et rapports avec le parti frère, le C.V.P. La crise d'identité et la crise de succession sont dues essentiellement à l'approfondissement des contradictions internes entre les deux ailes du parti. Les sondages indiquent une perte de popularité et certains revendiquent un profil net, plus affirmé, du parti. Cette situation amène le P.S.C. à deux actes politiques majeurs : la remise en question du budget 1982, jugé trop laxiste, et le rétablissement d'un axe P.S.C.-C.V.P. Ces deux actes sont le résultat d'une guerre de position, qui travaille le parti depuis plusieurs mois et dont les enjeux étaient apparents dès avant l'été.

Le problème CEPIC-extrême droite, dans ce contexte, devait être refoulé, au risque de monopoliser l'attention à l'intérieur du parti et de permettre aux partisans du rapprochement avec le C.V.P. de développer, au fil des mois, leur stratégie. Problème refoulé, mais qui laisse des traces : ainsi G. Deprez, candidat de la gauche du parti à la présidence en 1980, relaye les accusations de *Pour* en déclarant qu'il peut présenter deux personnes susceptibles de témoigner que le baron de Bonvoisin a reçu chez lui G. Almirante, secrétaire national du M.S.I.⁸⁵ Cette déclaration, passée rela-

⁸³ Sur la « crise d'identité », voir : « La contestation des sociaux-chrétiens », in *La Libre Belgique*, 23 septembre 1981; « Le P.S.C. doit rester lui-même », in *La Libre Belgique*, 25 septembre 1981.

⁸⁴ Sur la crise de succession, voir l'article : « Les difficultés se sont additionnées », in *Le Soir*, 23 septembre 1981.

⁸⁵ *L'Eventail*, 4 septembre 1981.

tivement inaperçue, est un indice clair du conflit qui travaille le P.S.C. en profondeur sur la question du fascisme. Seraient-ce ces accusations de G. Deprez qui ont contraint Van den Boeynants à prendre son ancien opposant comme dauphin en lui confiant le secrétariat politique du P.S.C., à la veille de la campagne électorale⁸⁶ ?

Notre hypothèse sur le scénario qui a conduit à la décision de l'attentat contre *Pour* est la suivante : l'objectif était de neutraliser *Pour*, susceptible d'approfondir la contradiction CEPIC/Démocratie chrétienne, pendant quelques mois, le temps que le CEPIC impose au parti les axes d'une politique le menant à sa participation à une coalition libérale-chrétienne. L'attentat ne serait donc pas un symptôme de peur, mais le début d'un processus de renforcement de l'aile droite du P.S.C. au sein du parti, processus apparu clairement dans les mois qui suivirent.

Vers le quotidien

Si l'objectif était de neutraliser *Pour* pendant quelques mois, le coup a été pleinement réussi. Reste que *Pour*, dès le début de septembre, a reparu et s'apprête à jouer son rôle dans une campagne électorale qui s'annonce très dure. Mais le nouveau *Pour* paraît métamorphosé : dans la présentation (nouvelle maquette, bandes dessinées), dans la ligne politique (rapprochement avec les syndicats, réformisme radical plutôt que ligne révolutionnaire, moralisation de la politique), dans l'écriture (articles signés, recherche d'une personnalisation de l'écriture...) et dans l'organisation (organigramme traditionnel : rédacteur en chef - secrétaires de rédaction - rédaction). Le tout opère un retour à l'univers du *Nouvel Observateur* (J. Kristeva, L.-J. Calvet, le docteur Ollivenstein, Aragon...) et vise indéniablement un public intellectuel. Tout se passe comme si le nouvel objectif de *Pour* était la réconciliation des « intellectuels de gauche » — ceux qui n'avaient pas réussi le saut sartrien vers l'« intellectuel léniniste » — avec le mouvement syndical. La non-division des tâches entre manuels et intellectuels est oubliée au profit de l'affirmation de la nécessité de la professionnalisation (prérequis du passage au quotidien). Le « discours du vécu », la « parole au peuple », sont abandonnés au profit d'une écriture plus travaillée et qui évoque le style *Libération* : « De la terrasse du glacier Coccozza qui étale ses vitrines alléchantes au coin de l'avenue des Azalées et de la rue des Pâquerettes, j'observe quelques minutes le Café de

⁸⁶ *Le Soir*, 30 septembre 1981.

Paris [...] Je savais que Hitler avait recruté ses sections d'assaut au sein du lumpenproletariat durant les années de crise qui précéderent la seconde guerre mondiale »⁸⁷.

Au fil des semaines, *Pour* est parti à la dérive : le discours mao-sartrien qui faisait sa spécificité à sa création a disparu, la structuration d'intellectuels-collectifs a échoué sur la contradiction entre le travail de presse et le travail d'organisation, le journalisme probatoire a conduit à une position de faiblesse extrême face à la répression. Aujourd'hui, *Pour* cherche sa nouvelle identité comme lieu de confrontation des différentes tendances de la gauche. On en revient à de vieux modèles : *La Gauche* d'avant 61, le *Nouvel Observateur* d'avant 68, la formule *Hebdo*, tant critiquée politiquement...

La dérive, les échecs de *Pour* ne lui sont pas propres. Ils sont ceux d'une génération. En Italie, au sein du *Manifesto* et de *Lotta Continua*; en France, au sein de *Libération*, les mêmes débats, les mêmes contradictions sont apparus. En février 1981, à *Libération*, un homme s'est vu confier le pouvoir : Serge July, nostalgique des hussards à la Jacques Perret, Roger Nimier, Jacques Laurent, Antoine Blondin...⁸⁸ Contre Jean-Paul Sartre et les maos qui pensaient que *Libération* pourrait devenir le lieu de la dissolution de la littérature, la littérature reprend le pouvoir, reprend la parole...

L'évolution de *Pour* après l'incendie provoque des critiques, notamment de la part de *Pour le Socialisme*⁸⁹, quant à la fidélité au manifeste du numéro 0. Mais qu'est-ce que la fidélité à des prémisses, dès lors qu'on participe à un processus dialectique qui modifie celles-ci ? Le texte de Gramsci sur le journalisme, qui semble influencé par certains passages de la *Phénoménologie de l'esprit* de Hegel sur l'éducation, est particulièrement éclairant :

« Tout l'édifice (d'un projet de presse, Note A.L.) devrait être construit suivant des principes "rationnels", c'est-à-dire fonctionnels, en ce qu'ils ont des prémisses déterminées et qu'ils veulent atteindre des conséquences déterminées. Certes, durant l'élaboration du "plan" les prémisses changent nécessairement, parce que s'il est vrai qu'une certaine fin présuppose certaines prémisses, il est aussi vrai que, dans le courant de l'élaboration réelle de l'activité donnée, les prémisses sont

⁸⁷ J.-Cl. GAROT, « Sur la piste de l'ombre noire », in *Pour*, n° 378, 17 septembre 1981.

⁸⁸ P. BLANCHET, « Le cas July », in *Nouvel Observateur*, 2 mars 1981.

⁸⁹ « *Pour* renaît de ses cendres », in *C'est possible*, n° 9, octobre 1981.

nécessairement modifiées et transformées et la conscience de la fin, en s'élargissant et en se concrétisant, réagit sur les prémisses en les rendant toujours plus "conformes". L'existence objective des prémisses permet de penser à certaines fins, c'est-à-dire que les prémisses données sont telles seulement par rapport à certaines fins pensées comme concrètes. Mais si les fins commencent progressivement à se réaliser, par le fait de cette réalisation, de l'effectivité atteinte, les prémisses initiales changent nécessairement, qui, entre-temps, ne sont plus... initiales et donc modifient aussi les fins pensables, et ainsi de suite... À ce nœud, on pense bien rarement, encore qu'il soit d'évidence immédiate »⁹⁰.

Gramsci explique par la méconnaissance de ce processus dialectique l'incapacité de nombre de publications militantes d'élever leur propre niveau culturel :

« Dans certains mouvements culturels, qui enrôlent leurs éléments parmi ceux qui commencent seulement leur propre vie culturelle, en raison du développement rapide du mouvement lui-même qui conquiert toujours de nouveaux adeptes, et parce que les "déjà conquis" n'ont pas d'auto-initiative culturelle, il ne semble pas possible de sortir jamais de l'a.b.c. Ce fait a de graves répercussions sur l'activité journalistique en général, quotidiens, hebdomadaires, revues, etc. Il semble qu'on ne doive jamais dépasser un certain niveau. »

L'avenir dira si le bond qualitatif, d'un point de vue journalistique, accompli par *Pour*, pourra se muer en bond qualitatif, d'un point de vue politique, en élargissant les capacités d'initiatives non pas seulement de la nouvelle petite bourgeoisie culturelle, mais de la classe ouvrière dans son ensemble.

Octobre 1981.

⁹⁰ A. GRAMSCI, *op. cit.*, p. 167 et ss.